L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 12 MARS 1867.

Entre les rues Bienville et Conti

DUFOUR & LIBBY,
Imprimeurs-Editeurs - Propriétaires.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10; par semestre, $6; par trimestre, $4.
Prix d'un exemplaire, 10 cents.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $5; par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces insérées, pendant le cours de cette feuille et l'espace occupé par chaque insertion, paiement en argent ou en monnaie courante.

Les annonces publiées par intervalles, paiement comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Le minimum de chaque annonce est fixé à $1.

Les annonces publiées par abonnement, paiement comme suit, dans la page réservée, paiement :

Les personnes faisant régulièrement et suivant des annonces, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces nouvelles, bal encouragé qu'il sera accordé à elles; dans deux mois ou, cet encouragé ne dépassera pas 25 pour cent.

Toutes les personnes d'annonces d'ailleurs paiement pour chaque mois de la même page chaque insertion.

Toute annonce étrangère payée d'avance.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de annonces tous les mois ne seront à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN 12 MARS.

☞ Pour la liste des navires et vapeurs arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en destination, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.
Pour les détails et l'heure, voir nos annonces.

Par le shériff, à la Bourse des Négociants et des Encaissements, dans la Première District, Rue Pierre, à 10 heures, une balle vache tannée, et 2 morceaux.

Par E. Roger & Co, à leurs salles d'encan—Orléans, 2 chevaux, chaises, roches latières, buggies, wagons, harnais, &c.

Par J. P. Bellocq, au No 49 et 51 de la rue Conti—Cognac, fromage, eau-de-vie, whisky, champagne, &c.

Par H. Edwards Marks, au No 36 de la rue de Chartres—Meubles, tables, tapis, glaces, batterie de cuisine, &c.

Par Gardner Shiels, Tabor & Co, à 7 heures du soir, à leurs salles d'encan—Grande vente de tableaux à l'huile de grande artistes italiens, français et allemands.

Par Vincent & Co, au No 35 de la rue de Chartres—Une variété de marchandises sèches, à crédit.

Par F. Fernandez & Co, à leur salle d'encan—Grande variété de marchandises sèches, chaussures, &c.

Par Montgomery Bros & Co, à leur salle d'encan—Un assortiment de meubles, tableaux, tapis, glaces, batterie de cuisine, &c.—Et aux écuries de F. Lizac, rue Ursulines, 2 chevaux, chaises, roches latières, buggies, wagons, harnais, &c.

Par J. P. Bellocq, au No 49 et 51 de la rue Conti—Cognac, fromage, eau-de-vie, whisky, champagne, &c.

Par H. Edwards Marks, au No 36 de la rue de Chartres—Meubles, tables, tapis, glaces, batterie de cuisine, &c.

Par H. de Rivera & Co, au No 25 de la rue Bienville—Un assortiment de marchandises sèches, à crédit.

Par D. E. Murphy, au No 67 de la rue des Magasins—Quincaillerie, riz, café, poivre.

Par Verdier & Soyez, au No 36 de la rue Bienville—Un assortiment de marchandises étrangères et américaines.

Par Nelligan & Nash, à leur salle d'encan, au No 62 de la rue de l'Union—tout le contenu de la maison en bas de l'entresol, en magnifiques meubles de salon, de chambre à coucher et de salle à manger, belles glaces, tapis, &c. Une grosse broche en diamant, une montre de dame et quelques pièces.

☞ Achetez vos confiseries et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée.

ATTENTION !!
Magasin en boutique à quatre étages près de la rue du Canal, à l'entrée par le derrière.

☞ Nous appelons l'attention des capitalistes et autres sur la vente aux enchères publiques qui aura lieu mardi, le 5 mars, à la Bourse des Négociants et des Encaissements, rue Bienville, par la maison de vente, d'encan, en briques, à quatre étages, faisant face aux bureaux des inspecteurs et de la Nouvelle-Levée, entre les rues du Canal et de la Commune. Premier District.

Pour les détails et les conditions, qui sont avantageuses, voir l'annonce.

Grande vente de chaussures.—Aujourd'hui, mardi, 12 du courant, et sera vendu, à 10 heures du matin, par MM. Hughes & Marks, à leur salle d'encan de la rue de Chartres, No 34, un grand stock de chaussures pour hommes, femmes et enfants : ce stock est tout nouvellement arrivé et apporté par les derniers arrivages. Consultez à la vente. Voyez l'annonce dans une autre colonne.

Grande vente aux enchères réservée de Marchandises sèches, Draps, Couvertes, Robes, Toile, Rubans, Chemises de nuit, Nappes de table, Serviettes, Mantelets, Paletots et Jupons.

Cette vente particulière des acheteurs est appelée à la vente aux enchères réservée de marchandises sèches, telles que soieries, soieries, toile, rubans, chemises devant et derrière, paletots, mantelets, qui sera lieu ce mardi, à 10 heures, dans salles d'encan de MM. E. Roger Nos 45 et 47 rue de la Vieille-Levée.

Conditions à la vente.

☞ Nous sommes priés d'appeler l'attention des acheteurs sur la vente de quincaillerie annoncée pour aujourd'hui, par M. D. E. Murphy, encanteur.

Voir annonce.

☞ MM. Nelligan & Nash, encanteurs, vendront, aujourd'hui, à 11 heures de matin, pour le compte de la succession de Simon Robbins, au No 62 de la rue de l'Union—Tout le contenu de la maison en bois, en entresol, en magnifiques meubles de salon, de chambre à coucher et de salle à manger, en bois de rose, en glaces françaises, tapis, &c, &c.

Equipement—

Une grosse broche en diamant,
Une montre de dame,
Deux boucles d'oreilles
Un assortiment complet.

La situation.

Le moment le plus cruel de l'épreuve que le pays a traversé depuis la conclusion de la paix, est celui que nous peut-être on n'a ou plus besoin de courage et de modération. Mais qui peut prévoir ce qu'il nous réserve à nous autres législateurs. L'histoire fera connaître si ce sont ceux qui ont voulu le salut dans les graves conjonctures où se sont placés ? Quel que soit le parti qu'on en décide, il doit en résulter de conséquences qu'on doit hésiter à les recommander dans la crainte d'encourir plus d'amers reproches. Nous regrettons plus que jamais l'absence d'un centre commun de gouvernement, d'un moyen d'entente entre les Etats. C'est à l'isolement dans lequel chaque Etat est resté que nous attribuons la démoralisation morbidante qu'a causée la mesure cependant prévue et attendue par laquelle le Congrès vient de placer du Etats sous le régime de sabre. La militaire a produit un effet analogue à celui une bombe éclatant dans un camp de conscrits. Cependant, nous ne comptons pas des désertions, après avoir traversé quelques années de cruelles souffrances, nous pouvons faire face aux dangers qui nous menacent et les envisager froidement. Il s'agit seulement de se reconnaître, d'examiner sous toutes les faces les plaies de nos cœurs et de déterminer, en pleine connaissance de cause, le vote dans lequelle nous devons engager, pour n'y manquer point, de pied ferme, nos regarder en arrière et quelle qu'en soit l'issue.

Il est évident que nos ennemis nous ont mieux là où ils le voulaient nous accabler, dans l'impasse du suffrage universel. Le bill du Congrès paraît laisser aux populations du Sud l'alternative : ou de rester sous le régime militaire avec des organisations provisoires en se contentant d'exercer de nous leurs droits ordinaires, ou en se conformant aux conditions prescrites pour la reconstruction, c'est-à-dire au suffrage nègre et à l'ostracisme politique d'une nombreuse classe de citoyens. Si, comme il y a lieu de le croire, le Président nomme des commandants de district favorablement disposés, et tout d'abord porté à peser pour le statu quo et à conserver le régime provisoire le plus longtemps possible, dans l'espérance qu'une réaction s'opérera et que la reconstruction pourra se faire plus tard à de meilleures conditions. Cette espérance est bien faible, car il est certain que le Sud aura plus à perdre qu'à gagner avec l'élection d'un nouveau Président en 1868.

Mais l'alternative, si triste qu'elle soit, de choisir entre le régime militaire prolongé indéfiniment et la reconstruction sous les funestes conditions du suffrage nègre universel, ne sera probablement pas laissée au libre choix du pays. Le Congrès est déjà saisi d'une proposition ayant pour objet de faire procéder, dans les Etats du Sud, à l'enregistrement des vrais votants ayant qualité d'après la nouvelle législation, et il faut compter sur la majorité républicaine à la Chambre pour empêcher la tenue d'élections pour nommer des Conventions chargées de réformer les Constitutions d'Etat et de procéder à la reconstruction.

Dans cette hypothèse qui est assez probable, la question change de face. Il ne s'agit plus d'opter entre le régime militaire et la reconstruction au bill; il s'agit de savoir si la reconstruction se fera par défaut sans nous et existera sans nous ou nous concourrons réorganiser les gouvernements d'Etat par les affranchis et les quelques hommes blancs qui les dirigent, sans prendre part à l'élection, et sans envoyer de lutter sur le terrain où nous sommes placés bon gré mal gré.

Tout a été dit sur l'infamie de cette législation que les Etats du Nord représentent pour une moitié qu'ils imposent au Sud comme un châtiment et qui n'est qu'un moyen inique imaginé par eux pour garder le pouvoir. Mais on n'est pas le maître de ne pas livrer à une juste indignation. L'histoire flétrira de même et cet odieux procédé, digne tout semblable abus de la force. Nous sommes placés ! Quel que soit le parti auquel on se décide, il doit en résulter de conséquences qu'on doit hésiter à les recommander dans la crainte d'encourir plus d'amers reproches. Nous regrettons plus que jamais l'absence d'un centre commun de gouvernement, d'un moyen d'entente entre les Etats. C'est à l'isolement dans lequel chaque Etat est resté que nous attribuons la démoralisation morbidante qu'a causée la mesure cependant prévue et attendue par laquelle le Congrès vient de placer du Etats sous le régime de sabre. La militaire a produit un effet analogue à celui une bombe éclatant dans un camp de conscrits. Cependant, nous ne comptons pas des désertions, après avoir traversé quelques années de cruelles souffrances, nous pouvons faire face aux dangers qui nous menacent et les envisager froidement. Il s'agit seulement de se reconnaître, d'examiner sous toutes les faces les plaies de nos cœurs et de déterminer, en pleine connaissance de cause, le vote dans lequelle nous devons engager, pour n'y manquer point, de pied ferme, nos regarder en arrière et quelle qu'en soit l'issue.

Il est évident que nos ennemis nous ont mieux là où ils le voulaient nous accabler, dans l'impasse du suffrage universel. Le bill du Congrès paraît laisser aux populations du Sud l'alternative : ou de rester sous le régime militaire avec des organisations provisoires en se contentant d'exercer de nous leurs droits ordinaires, ou en se conformant aux conditions prescrites pour la reconstruction, c'est-à-dire au suffrage nègre et à l'ostracisme politique d'une nombreuse classe de citoyens. Si, comme il y a lieu de le croire, le Président nomme des commandants de district favorablement disposés, et tout d'abord porté à peser pour le statu quo et à conserver le régime provisoire le plus longtemps possible, dans l'espérance qu'une réaction s'opérera et que la reconstruction pourra se faire plus tard à de meilleures conditions. Cette espérance est bien faible, car il est certain que le Sud aura plus à perdre qu'à gagner avec l'élection d'un nouveau Président en 1868.

Mais l'alternative, si triste qu'elle soit, de choisir entre le régime militaire prolongé indéfiniment et la reconstruction sous les funestes conditions du suffrage nègre universel, ne sera probablement pas laissée au libre choix du pays. Le Congrès est déjà saisi d'une proposition ayant pour objet de faire procéder, dans les Etats du Sud, à l'enregistrement des vrais votants ayant qualité d'après la nouvelle législation, et il faut compter sur la majorité républicaine à la Chambre pour empêcher la tenue d'élections pour nommer des Conventions chargées de réformer les Constitutions d'Etat et de procéder à la reconstruction.

Dans cette hypothèse qui est assez probable, la question change de face. Il ne s'agit plus d'opter entre le régime militaire et la reconstruction au bill; il s'agit de savoir si la reconstruction se fera par défaut sans nous et existera sans nous ou nous concourrons réorganiser les gouvernements d'Etat par les affranchis et les quelques hommes blancs qui les dirigent, sans prendre part à l'élection, et sans envoyer de lutter sur le terrain où nous sommes placés bon gré mal gré.

Tout a été dit sur l'infamie de cette législation que les Etats du Nord représentent pour une moitié qu'ils imposent au Sud comme un châtiment et qui n'est qu'un moyen inique imaginé par eux pour garder le pouvoir. Mais on n'est pas le maître de ne pas livrer à une juste indignation. L'histoire flétrira de même et cet odieux procédé, digne tout semblable abus de la force. Nous sommes placés ! Quel que soit le parti auquel on se décide, il doit en résulter de

Si nous ne procédons pas à la reconstruction conformément aux clauses du bill militaire, il est indubitable que les radicaux l'opéreront d'une façon ou d'une autre, en dotant votre le suffrage d'affranchis qui leur obéit. Nous aurons alors une organisation d'Etat conduite exactement radicale qui s'emparera de tous les emplois, du trésor de l'Etat et de celui de la ville de la police, de judiciaire, qui exercera les droits politiques à toutes les races, et qui pour s'assurer la médiation d'pouvoir sans pour première noire du parjure de la fraudation électorale toutes les blancs qui auront participé directement ou indirectement à la rébellion. Chez un remarquera que le bill militaire laisse toute latitude aux législatures à prendre l'initiative d'une convocation des représentants et adressera de tous les Etats ou à leur défaut de délégués spéciaux nommés dans ce but par les législatures actuellement en session ou par les gouverneurs.

Développement du Commerce de la Nlle-Orléans.

On lira avec intérêt le communiqué suivant sur la Compagnie d'allège et de sauvetage. Il est clair que la difficulté de franchir la barre des fleuve pour les grands navires n'existera plus, le commerce de la Nlle-Orléans pourrait en développer avec une rapidité sans exemple. Il faut donc encourager tous les essais qui tendent sérieusement vers ce but. A ce titre, le communiqué dont il s'agit mérite l'attention de notre législature :

A l'Editeur du *Crescent* :

Eprouvant un vif intérêt pour la prospérité de la Nlle-Orléans et mettant un soin anxieux dans l'examen de toute proposition tendant à améliorer notre commerce sur terre et sur mer, et croyant qu'avec de l'industrie et des capitaux on peut surmonter toutes les difficultés qui nous entourent, j'ai toujours pensé qu'il fallait encourager tout ce qui pouvait favoriser cet objet.

Tel étant mon sentiment, j'ai vu avec un intérêt considérable les efforts de la *Compagnie d'allège et de sauvetage* de la Nouvelle-Orléans pour obtenir de la Législature des privilèges qui la mettant à même d'accomplir son projet, et je ne puis découvrir aucune objection plausible à la demande de cette Compagnie, excepté la crainte que la Législature ne mette pas un juste et placer les restrictions qu'il faudrait lui imposer convenablement afin de l'empêcher de faire de l'argent.

Il y a des milliers de raisons pour que la Compagnie obtienne tous les avantages même des allocations directes, afin de la mettre à même de s'assurer le capital pour réaliser son plan.

Que les navires puissent être allégés ce n'est pas Quotient ; mais il est également bien assuré des essais profondes du Golfe aux eaux profondes du fleuve et rice serait, d'une manière prompte, économique et effective, c'est une question qui ne peut être décidée que par des essais actuels et de grandes dépenses.

Supposez que le plan ne soit pas praticable, alors la compagnie aura perdu par les frais et son droit sera perdu après quelques mois d'épreuves infructueuses. Supposez qu'elle réussisse, alors s'aperçoit l'avoir sur la mauvaise la richesse de toutes les nations, amarrée le long de notre magnifique levée, recevant dans toute l'étendue de leurs vastes flancs les produits de notre riche vallée, pour revenir avec des cargaisons égales fourrasse par le monde.

Si ces manœuvres peuvent résoudre le problème qui a épuisé l'esprit d'ingénieux ingénieurs ainsi que les capitaux de tant d'industriels depuis Bienville, il y a 150 ans, ce n'est pas avec de l'argent qu'on pourrait payer leurs services. Mais avec des actions élevées en leur honneur dans toute chambre de commerce de tous les pays, car ils auront ouvert à tous les navires des rues et des portes qui sont maintenant fermées à grande navigation.

Que la Législature arrange donc son bill de manière à ce que la Compagnie puisse exécuter son projet et qu'elle ne jette aucun obstacle dans les efforts d'exécution auxquels elle va se livrer. Vingt millions de personnes sont intéressées à son succès, et il n'y a que ceux qui sont opposés au progrès qui puissent souhaiter leur échec. La grandeur et l'importance du projet doivent satisfaire toutes nos ambitions, et l'essai ne peut en rien préjudicier à notre commerce, et le succès sera la seule récompense des entrepreneurs, et, en effet, notre commerce, les hommes, les femmes et les enfants, des Alleghanies aux monts Rocheuses, auront tous leurs obligés.

Le maximum de perte qu'ils donneront n'est rien en comparaison de leurs services ; car il y a déjà amarrés à nos quais plus de vingt steamers et navires qui prendraient 25 p 0/0 de fret de plus, s'ils pouvaient y arriver, qu'ils n'en prendront dans les circonstances actuelles ; et comme il va devenir de droits que sur les navires qui réduisent le fret ou arrivent, chacun aura libre de calculer ce qu'il lui en coûtera de passer avec leurs secours, ou de rester à attendre la baisse des eaux ; et la compagnie aussi aura à faire la même calcul pour la réduction de prix qu'elle exigera. Nous soumets tous faits-ci-dessus non succès. Qu'on donne à la Nouvelle-Orléans l'avantage d'une communication certaine et rapide pour les gros navires, et cette compagnie aura amplement droit, sous l'empire de la loi, à tout ce qu'elle pourra faire.

PERTE DU STEAMER TEXAS.

Les officiers du steamer Starlight, arrivé hier matin, de Shreveport, rapportent que le steamer Texas, cap. Sénde, allant à Jeffarson, fut, dans la nuit du 8, emporté vers la rive par la force du courant à 5 milles au dessous du débarcadère de Barbin, heurtant au chicot qui lui causa un grand trou dans sa cale. Le bateau coula presqu'immédiatement. Après qu'il se fut assis sur le fond, on parvint à le faire échouer sur un banc de sable, le tirer par dessus et le déchargea par ses nombreuses issues aux arbres de la côte.

Le capt. Angelas, premier commis, s'assura des registres, papiers et de l'argent qui était à bord, environ $12,000 qu'ils mit à terre, après quoi il arriva au bateau ne voyant aucun danger; mais il se noya bientôt après, surpris par un mouvement du steamer, lequel qui se tourna la quille en l'air. On n'avait pas encore trouvé le corps du capitaine quand le Starlight a quitté la lieu du sinistre.

Un des hommes du bord a été aussi perdu, les officiers et les passagers en sont sauvés. Le Starlight a amené les passagers en ville. Les officiers et les hommes de pelne sont restés près du bateau qui avait dérivé de 10 milles au dessous de l'endroit où l'accident est arrivé.

UN REPRÉSENTANT DE LA MAUVAISE ANNÉE.

—Le vice amiral Tegethoff qui a pris part au combat de Lissa, avec la marine française, est mis à l'hôtel St. Louis.

—M. D..., major dans un régiment de cavalerie, était en garnison à Versailles. Il était célibataire, et plus de dix ans d'une galanterie intéressée. Il avait choisi de sa petite fortune et de grandes espérances. Je lui fis part de ces bruits qui avaient cours dans la ville. Il me répondit très peu avec son gentil embonpoint, et me dit : Mon cher, je ne suis pas assez sot pour me battre en duel pour une femme. Je ne suis pas assez riche pour épouser une femme riche. Je ne suis pas assez bête pour me laisser tromper par une femme. Je ne suis pas assez fou pour me brûler la cervelle pour une femme. Je ne suis pas assez vieux pour me marier. Je ne suis pas assez jeune pour me marier. Je ne suis pas assez vieux pour me brûler la cervelle. Je ne suis pas assez fou pour me battre en duel. Je ne suis pas assez sot pour me laisser tromper. Je ne suis pas assez riche pour épouser une femme riche